

# Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

XXXème Année

Rome, Juin 1979 - No 6

## DECLIN... OU RENAISSANCE DE L'EUROPE

de OLIVIER GISCARD D'ESTAING

*Transcription directe, de la conférence prononcée au cours d'un dîner-débat organisé par l'Union Mondiale des Intellectuels et dont l'original a été publié dans le Cahier du 1<sup>er</sup> trimestre 1979 de Chroniques de France.*

*La transcription du texte n'a pas été revue par l'auteur et conserve donc le style verbal d'un discours direct et familier au cours d'une réunion d'amis.*

**M**ADAME la Présidente, laissez-moi vous remercier de la chaleur, du dynamisme et de la gentillesse de votre accueil, et je dois dire qu'en réalité tous ceux qui ont parlé avant moi, avec amitié, m'ont rendu la tâche plus difficile car je trouve qu'ils y ont mis de leur part une telle sympathie que j'aimerais être à leur hauteur.

Excellences, Mesdames et Messieurs, lorsque j'ai accepté, avec enthousiasme, cette invitation, je m'étais donné simplement un objectif, et c'est celui que je vais essayer de remplir ce soir. Cet objectif, c'est de vous faire aimer davantage l'Europe. Car cette Europe est un concept très

abstrait et très lointain dans la vie quotidienne et les préoccupations de tous les jours des Français.

Pour certains, c'est un enjeu économique; et l'on va parler de l'Europe des intérêts. Pour d'autres, ce sont des rivalités politiques ou des ambitions de pouvoir; pour d'autres encore, ce sont des institutions qui sont en train de marquer des relations au plus haut niveau entre les Etats européens. Bien sûr, je parlerai de tout cela mais j'aimerais d'emblée poser le problème de l'Europe sur un autre plan qui est celui de la *vie*. En effet, que ce soit professionnellement ou au cours de mes activités ou de mes voyages, je me pose à chaque dé-

tour du chemin la même interrogation: est-ce que le pêcheur du Danemark, l'agriculteur de Sicile, l'ouvrier de la Ruhr, le cambiste de Londres, le fonctionnaire de Moscou, ont quelque chose en commun? Avant d'esquisser cette approche, ne sommes-nous pas en train de nous créer un mythe, au sens malin du terme, qui serait très loin de tout cela, qui serait le régal des intellectuels que vous êtes, mais qui finalement ne reposerait pas en profondeur sur la réalité concrète de la civilisation contemporaine à l'heure actuelle. Je me suis alors demandé si cette communauté existait, si elle avait une civilisation commune. Cette civilisation est-elle un héritage, une construction? Est-elle dans une période de déclin ou une période de renaissance? Ce sont là les interrogations que j'aimerais poser d'emblée et sur lesquelles j'essaierai d'apporter des éléments de réponse. En espérant vous les faire partager, bien que je sache déjà que beaucoup d'entre vous sont des défenseurs convaincus de l'Europe, ont déjà reçu une culture, une formation et expérience telles que je sers simplement à apporter de l'eau à leur moulin, dans la mesure où nous partageons, au niveau où je pose le problème, cet état d'esprit qui doit nous animer et qui n'a rien à mes yeux de contradictoire avec l'attachement que nous pouvons avoir pour notre pays.

### *Diversité de l'Europe*

---

Ce qui frappe au premier abord, c'est la diversité de l'Europe. Je vous dirais d'ailleurs que je trouve une description assez amusante qui en a été donné par Kesselring qui présente cette variété, notamment sur la pensée et sur l'amour, et qui dit que la Pensée c'est une affectation pour l'Anglais, une fonction naturelle pour le Français, une spécialisation pour l'Allemand, un déchirement pour l'Espagnol, et un plaisir pour l'Italien; je dois dire qu'en parlant de l'amour il fait également une diversité d'approche, en disant que l'amour c'est une faiblesse pour l'Anglais, c'est une performance physique pour le Français, c'est un trait d'intelligence pour l'Italien, c'est une inondation pour l'Allemand et c'est un incendie pour l'Espagnol. Alors, à cette variété de tempérament qui nous pose le problème de transmutation culturelle, le problème de communication entre les hommes de langues multiples, de religions diverses, de tempéraments, marqués par des climats ou par des traditions différentes est d'abord un problème de communication parlée: faire parler un Romain et un Hollandais suppose une accoutumance, c'est le moins que l'on puisse dire.

Eh bien, je voudrais quand même donner deux réponses à cette apparente diversité européenne. La première c'est que, vue de l'extérieur, l'Europe est unie. J'étais il y a quelques semai-

nes avec mon épouse dans la vallée de Katmandou. Nous sommes allés à Colombo, en pays Inca et dans le Sud-Est asiatique. L'Europe y apparaît comme ayant des caractéristiques communes, qui lui donnent une très grande force, une très grande vigueur et qui véritablement est pour eux une grande chose. Elle apparaît avec, d'abord, sa prospérité économique par rapport à leur niveau de vie; dans le monde, elle apparaît avec son image culturelle, et pour eux ils ne voient pas au fond de différences fondamentales à travers simplement les luttes de nos divers Etats qui les ont finalement davantage rapprochés qu'écartés les uns des autres.

### *Son unité*

---

Mais l'Europe apparaît dans toute son unité quand on la voit avec l'esprit musulman, qui est un monde différent du nôtre, par rapport aux pays athées, aux pays matérialistes; elle apparaît différente par rapport aux bouddhistes, en bref, à tous ces peuples qui ont leurs croyances, leurs rites, leurs civilisations propres. Nous avons donc cette amitié, vue de l'extérieur. Quant à la diversité, je dirais que sur le plan national elle est extraordinaire si vous regardez ce qui peut caractériser un hôtelier nicois, un viticulteur d'Alsace, un mineur du Nord, un pêcheur breton (et je fais un petit tour de France rapide pour finir à Paris), je dirais encore un intellectuel parisien. Vous vous rendez compte que chacun a son univers de sensibilité, de climat social, de personne.

Et cependant, l'unité nationale aidant, cette diversité même nous rapproche les uns des autres et elle va constituer pour nous tous une raison d'agir, une raison de transmettre un certain héritage aux générations qui vont suivre. Alors, à l'intérieur de cette diversité européenne, je voudrais maintenant revenir sur les trois raisons fondamentales qui ont fait que l'on a voulu une Europe unie, et je me réfère à ce qu'avait dit Churchill dans le fameux discours de La Haye, après la Libération.

### *Objectifs premiers*

---

Trois objectifs apparaissaient au lendemain de la guerre mondiale.

Le premier, c'était la réconciliation franco-allemande; la deuxième était de donner un espace économique qui permette la reconstruction de l'Europe, son équipement, le progrès de sa technologie; et la troisième c'était, face à l'Europe stalinienne menaçante de l'Est, de réunir un ensemble de nations qui, par ses populations et éventuellement ses moyens de défense, pouvait en être un contrepoids, pour nous éviter de perdre ce qui était notre identification et notre liberté. C'était donc nos trois objectifs fonda-

# CHRONIQUES DE FRANCE

Cahiers trimestriels  
d'Histoire, Traditions et Amitié

Olivier GISCARD D'ESTAING.

DECLIN OU RENAISSANCE DE L'EUROPE

Ivan DE LA THIBAUDERIE :

LES NEVEUX DE L'ONCLE SAM

Notes chronologiques sur l'apport français  
dans le peuplement des Etats-Unis

Raymond JULIARD.

LE SYMBOLISME DES CARTES A JOUER



MAINTIENANCE DE L'ESPRIT FRANÇAIS

(activités d'associations traditionnelles)

- Le Centre des Provinces Françaises
- L'Ordre Equestre et Hospitalier de Chypre
- L'Union Mondiale des Intellectuels
- L'Etoile Académique

1<sup>er</sup> trimestre 1978

Le numéro : 12 francs

mentaux et ces trois objectifs nous les avons atteints, même s'ils se trouvent parfois remis en cause.

Je prends la réconciliation franco-allemande. Elle a été extraordinaire; beaucoup d'entre vous ont connu la haine que nous avons eue pour le nazisme face à ses crimes, les années de paix que nous avons perdues, les blessures de la guerre... et maintenant, au moins depuis vingt ans, nous avons avec l'Allemagne construit quelque chose de commun. Eh bien, je vous dis que même cette construction est fragile, et je me rends compte que les ennemis cachés de l'Europe, et il y en a, sont en train de nous dire: «Vous allez aliéner la France, pour la mettre sous la coupe de la République Fédérale Allemande».

On est tenté de recréer dans l'opinion publique française, qui n'en a pas besoin, un sentiment de méfiance qui tiendra à se développer, à devenir de la crainte et qui deviendra de l'antipathie. Je crois que c'est un mauvais chemin, un mauvais service à rendre aux Français, et à rendre à l'Europe. Je crois donc que nous devons revenir à un sentiment de ce qui doit rapprocher les peuples. Je dirai tout à l'heure ce qui les rapproche afin qu'ils se gardent de faire marche arrière vers un égoïsme orgueilleux ou des prétentions qui, à mon avis, n'ont pas place dans un monde moderne.

La deuxième menace, c'est celle de nos libertés. Cette menace existe toujours. On ne peut pas nier que, malgré l'alliance atlantique qui nous a donné des moyens de défense, il y a une pénétration d'idéologie ou de force extérieure ou intérieure, qui risque de remettre en cause ces libertés que nous avons réussi à

maintenir dans le cadre de l'Europe.

Et puis il y a l'Europe économique. A un certain moment il était de bon ton de dire: bien sûr, on a réussi à faire l'Europe des marchands et c'est un fait, par exemple, que notre agriculture française, alors qu'elle multipliait par deux ses exportations dans le monde, les multipliait par six à l'intérieur de la ligue Européenne, et en ce qui concerne les produits industriels à moitié de nos exportations, vers les pays du Marché commun, c'est-à-dire que si un Français sur quatre travaille pour l'exportation, un emploi sur huit se trouve assuré grâce à la Communauté Economique Européenne. La France donc connut pendant ces vingt ans de ressources européennes le plus grand taux de croissance économique mondial, à un point près après le Japon. Nous avons créé des outils et une technologie qui est à la hauteur de celle des autres grandes puissances mondiales.

Alors cela veut-il dire que là aussi nous avons terminé la tâche et que nous avons besoin de l'Europe? Pas du tout. L'Europe tout entière est en train de connaître une très grave menace économique en même temps qu'elle connaît une très grande chance d'un développement économique.

## *Le Tiers-Monde*

Parlons maintenant des relations avec le Tiers-Monde.

Une première vérité que vous savez parfaitement, c'est que nous dépendons des régions extra-européennes. D'autre part, nous n'avons pas leur richesse en matières premières, et nous sommes d'autre part pénétrés par des produits fabriqués dans d'autres régions du monde, avec des prix de revient plus bas que les nôtres, parce qu'elles paient une main-d'oeuvre plus basse que la nôtre.

Nous sommes donc solidaires des autres et, à l'intérieur de cette solidarité, c'est l'Union Européenne que nous devons faire. L'effort que nous devons faire pour accélérer l'instruction et le développement du Tiers-Monde est aussi une des grandes tâches auxquelles nous avons l'impérieux devoir de nous préparer.

J'en viens maintenant à cette grande question de savoir si l'Europe est en déclin ou si elle a une chance de renaissance.

Le destin européen fut longtemps lié à l'existence de ses empires coloniaux.

De l'Extrême-Orient à l'Océanie, en passant sur l'Afrique, le soleil ne se couchait pas sur les Empires anglais et français.

Tout cela, bien sûr, a disparu et notre élan est ramené à des constructions géographiques.

Son second déclin se révèle dans le domaine démographique. En 1925, la population européenne représente 17,8% de la population mon-

diale; 50 ans après, en 1975, elle est ramenée à 11,6% et on estime que, dans les 50 prochaines années, elle n'en représentera plus que 6,4%. Alors, vous allez me dire peut-être que finalement le nombre n'est pas important: je ne suis pas de votre avis. Les forces vives d'une nation, comme d'un continent, tiennent à sa jeunesse, à son renouvellement, à son dynamisme, à la croissance de sa population.

Si donc vous regardez le déclin de l'Europe, c'est dans ces deux directions-là qu'il faut mener un combat victorieux.

### *Conditions de la renaissance*

---

Alors quelles sont les chances et l'espoir d'une renaissance?

Je crois qu'il faut réunir trois conditions qui sont finalement liées les unes aux autres d'in-time façon.

La première condition c'est la repopulation du continent européen, la deuxième condition c'est son unité, et la troisième condition c'est la suprématie des valeurs spirituelles sur les valeurs matérielles.

Quand on parle de la repopulation, on pense aussitôt à des arguments économiques, on dit, et c'est vrai, que dans une famille où le mari et la femme sont obligés de travailler pour vivre mieux, ils ne peuvent pas assumer la responsabilité de leurs enfants; ou encore, quand le mari est seul à travailler et le foyer a 3 ou 4 enfants, le problème économique se pose avec angoisse.

Les hommes, par la force des choses donnent une priorité économique à leur choix de vie. Mais nous constatons cet étonnant paradoxe que les familles les plus nombreuses dans le monde habitent les pays les plus pauvres, et que, dans les plus riches traditionnellement, ce sont les familles les plus pauvres qui ont le plus d'enfants, et ceci, sans doute parce que l'amour, compensant l'argent, est la richesse et la joie de ces familles. Et cela signifie que la dominante, dans le sens spirituel que l'on donne à la vie, c'est de la retransmettre.

Bien sûr on est frappé par la misère des familles indiennes, népalaises, sud-américaines, africaines. On voit des mères avec des enfants qu'elles ont du mal à nourrir car ils sont au point limite de survie. Le taux de croissance est, je crois, de 20% de la population alors que nous touchons ici 0,8 ou 0,7% et que cette diminution s'accroît chaque année. Eh bien, malgré cela, on sent dans ces pays, et c'est ce qui les rend extrêmement attachants, que la jeunesse du monde se trouve chez eux, que les hommes y sont plus mûrs, les femmes plus responsables de ce qu'elles doivent espérer. Et c'est la conséquence naturelle de leurs conditions de travail plus difficiles, et de leurs conditions de vie plus dures. Mais donnant un sens spirituel

et religieux à leur destinée, cette lutte angoissante dans un effet familial d'une étroite entraide est un élément spiritualiste qui décuple leur potentiel de réalisation.

### *Coopération européenne et*

### *indépendance nationale*

---

La deuxième considération de cette unité européenne à mes yeux, c'est que l'étape déjà acquise et non discutable de l'unité nationale n'exclut pas celle de l'unité entre les différents pays d'Europe.

Je trouve navrant que les Français puissent se déchirer à propos de l'Europe. C'est en effet un tel courant réformiste, un tel réconfort face à nos problèmes, que l'on ne voit pas au nom de quels principes on repousserait cette formulation avec les pays voisins. Alors on s'attarde à critiquer les Institutions, et on met en avant le principe sacro-saint de la supra-nationalité suivant laquelle les questions concernant le peuple français seraient prises par des étrangers. Je voudrais bien m'expliquer là-dessus car c'est un argument que l'on entend.

D'après notre Constitution et les Institutions françaises, c'est le gouvernement, le Conseil constitutionnel et le Parlement français qui prennent les décisions concernant les Français.

Que ceci soit bien clair: il n'est pas question que ce principe soit remis en cause. Je ne connais pas, depuis les quelque vingt ans de fonctionnement du Marché commun, que personne n'envisage de modifier, que la politique française ait été déterminée par un pouvoir de décision politique étranger, de tel ou tel homme politique étranger.

En réalité, c'est que la France seule, l'Allemagne seule et aucun autre pays européen ne peuvent résoudre isolément les problèmes auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés. De sorte que, ce que nous transférons à un niveau de coopération supra-traditionnelle, ce sont les problèmes que nous ne pouvons pas résoudre seuls, et qu'aucune puissance ne pourrait résoudre en dehors du cadre de coopération organisée.

Il faut donc bien définir quels sont les critères au travers desquels cette coopération est nécessaire, mais limitée, et par contre définir avec fermeté les autres secteurs qui doivent être du respect de notre sensibilité française, de nos choix souverains indépendants, populaires et démocratiques. Prenons l'exemple de la Défense. Il serait aberrant de se dire que demain on est capable de se défendre seul. Tout esprit raisonnable est d'accord là-dessus. La Monnaie ne dépend pas de la seule politique française, mais d'un certain nombre d'éléments de la confiance des investisseurs étrangers, et également

des fonds de spéculations à travers le monde: par exemple, la valeur du dollar échappe complètement au pouvoir de la Maison Blanche, elle dépend des forces économiques mondiales. Donc à partir de ces deux seuls exemples - et je serais prêt à en faire une liste indéfiniment plus longue -, on voit que dans de très nombreux secteurs, les recherches de solutions supposent une coopération européenne.

L'autre dimension de l'unité, c'est l'unité européenne. J'aimais beaucoup ce vieux thème de l'Europe Unie, qui était un slogan d'autrefois que l'on a malheureusement abandonné. Mais quelle signification! On est uni parce qu'on se serre les coudes, face à la montée du chômage, face à l'idéologie destructrice, face à l'aide que nous voulons apporter en dehors de l'Europe à ceux qui sont moins favorisés. Tout cela nous rapproche.

Cependant, ne croyez pas que tout le monde perçoive cette amitié de la même façon. Si vous prenez l'attitude des Britanniques, l'attitude des Allemands, chacun avec des nuances, nuances même considérables: la Grande-Bretagne n'est pas entrée dans l'Union Monétaire; c'est seulement pour une question de politique intérieure, car ses intérêts finalement l'y conduisent.

Nous sommes tout près de cette monnaie européenne, nous allons faire fonctionner des mécanismes parallèles, et très vite nous nous retiendrons. Donc on peut suspecter l'Angleterre d'avoir des réactions insulaires, d'avoir un sentiment très précis de ses intérêts et de se dire: l'Europe nous concerne dans la mesure où nous en tirons plus d'avantages que d'inconvénients. A côté de cela vous avez des Anglais qui participent à la construction européenne.

Le Président de la Commission européenne est un Britannique et dans les relations européennes que j'ai quotidiennement sur le plan de l'enseignement, sur le plan des relations avec le tiers-monde ou sur le plan de la ligue européenne de coopération économique, nous faisons des textes communs qui vont dans le sens de cette coopération.

L'Espagne pourra apporter à l'Europe une ouverture sur l'Amérique latine, une ouverture culturelle complémentaire, un rééquilibrage de notre Europe dominée par les Etats du Nord; car elle correspond à cette civilisation occidentale judéo-chrétienne (comme on le disait tout à l'heure) avec probablement plus de catholique que de judaïsme à notre fond commun de développement européen.

### Les valeurs spirituelles priment

### les intérêts matériels

Et enfin je termine sur la suprématie des valeurs spirituelles et des valeurs abstraites sur les civilisations par rapport aux valeurs matérialis-

tes. Nous devons regarder l'Histoire de l'Europe depuis Homère en survolant les siècles de culture gréco-latine, à travers tout le Moyen Age, qui a été souvent très injustement attaqué d'obscurantisme alors qu'il a vu fleurir les chefs-d'oeuvre des bâtisseurs de cathédrales, de gens qui avaient un sens de la communication, un sens de la poésie et de l'art, dans un creuset occidental commun. Cela a été ensuite Machiavel et la pensée politique, puis les grands noms, comme Victor Hugo qui a écrit des phrases admirables sur l'Europe et il a fallu les déchirements et incompréhensions de l'orgueil renouvelé pour atténuer cet élan d'unanimité.

Nous sommes donc les héritiers d'éléments sensibles d'une tradition finalement tout à fait commune. J'ai été très sensible au discours de Soljenitsyne qui, en juin dernier, alors qu'il avait souligné dans ses livres sur les Goulags, la dureté des régimes totalitaires de l'Est, avouait sa désillusion, après trois ans de refuge dans nos démocraties, de l'esprit des civilisations de l'Occident; il disait que nous avions perdu le sens du courage, que nous étions enfermés dans nos égoïsmes individuels.

Et il l'expliquait par deux ou trois raisons fondamentales: l'une qui tient au système des mass-médias, de la Communication de la pensée qui finalement atténue les grandes idées avant qu'elles aient eu le temps de pénétrer l'opinion publique ou d'avoir une influence sur les masses, et l'habitude du confort, du fait qu'on a indéfiniment soif d'un mieux-être supplémentaire. Alors qu'est-ce que la renaissance de cette Europe dont il faudra augmenter la population, une Europe qui doit s'unir dans la diversité, et non pas dans l'affrontement, et qui doit donc redécouvrir une vision spirituelle de nos destinées individuelles?

Eh bien, quand vous oubliez les combats politiques, quand vous oubliez pour un instant les difficultés économiques, et que vous placez au niveau de la communication entre les hommes, entre leurs groupes, dans leurs associations, dans leur village, vous sentez qu'il y a des tensions, des insatisfactions, mais aussi une espérance certaine. Il est indiscutable que cette espérance, c'est celle d'un idéal libéral, humaniste et collectif dans le sens de la coopération qui rapproche les peuples d'Europe en dépit de ce qui les différencie. Je voudrais en terminant vous rappeler la dernière phrase d'un livre sur l'Europe, car je la trouve très significative: en fait l'éducation de chaque enfant d'Europe devrait s'achever par un pèlerinage: l'Acropole, Rhodes, Jérusalem, le pommier de Newton, la maison de Goethe, le poêle devant lequel Descartes conçut les règles de l'esprit, la maison natale de Shakespeare, l'étape jersiaise de Victor Hugo, et moi-même je rajouterai deux autres étapes: celle d'Aix-la-Chapelle et celle de Chartres.

# IMPLICATIONS POLITIQUES DU SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

de PAUL van OYE

Directeur de l'Institut de Documentation et d'Etudes européennes (Bruxelles)

L'objectif monétaire de la Communauté - est-il besoin de le rappeler? - est de créer une *monnaie commune*. Mais, il est reconnu que cet objectif ne peut être atteint dans un avenir proche. Dès lors, la période nécessaire pour s'en rapprocher doit être occupée par une politique monétaire qui doit s'attacher à assurer, entre les monnaies des Etats-membres, un rapport de change fixe, à instituer, dans la Communauté, un système monétaire commun, une *union monétaire*. Cette stabilité est indispensable pour plusieurs raisons.

A l'intérieur de la Communauté, elle doit contribuer à la construction du Marché Commun. La stabilité des monnaies doit éviter les divergences entre les situations et les politiques monétaires qui seraient de nature à compromettre le Marché Commun: des troubles monétaires dans un Etat-membre ou l'utilisation discrétionnaire du taux de change par un tel Etat mettrait la Communauté en péril. Un exemple caractéristique le prouve: la dépréciation de

la lire italienne a été une des raisons qui ont permis au vin italien d'inonder le marché français, ce qui a provoqué de graves troubles en France dans les régions viticoles au cours de l'été 1975. A la suite de l'échec de la réunion du Conseil du 9 septembre 1975, la France a pris des mesures restrictives à l'égard du vin italien. L'entrée de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal sera, peut-être, de nature à développer, à nouveau, une telle situation.

Inversement, une politique commune ayant abouti à une stabilité absolue entre les valeurs des monnaies nationales faciliterait évidemment le fonctionnement du Marché Commun.

A l'extérieur, la politique monétaire doit assurer la stabilité externe de la monnaie - par une discipline commune en matière de taux de change - et permettre à la Communauté d'adopter des positions communes au sein des institutions monétaires internationales et devant les problèmes monétaires internationaux. En outre, une po-

litique aboutissant à la création d'une zone monétaire ou d'une monnaie commune favoriserait la solution des crises du système monétaire international, tout en assurant le respect des intérêts de tous les participants.

Le dialogue avec les Pays Producteurs et Exportateurs de pétrole (OPEP) en est un exemple.

Sans pour autant revenir sur les différents modes de fonctionnement du S.M.E., rappelons simplement que ce système est basé sur deux éléments essentiels: la convertibilité illimitée et la pratique, à long terme du taux fixe.

Le S.M.E. offre une meilleure structure d'accueil que le serpent pour des pays ayant encore de forts déséquilibres dans leur taux d'inflation. D'une part, il rend très aventureuse des spéculations sur les interparités des monnaies des Etats-membres en permettant de mobiliser, à tout moment, une masse énorme de capitaux.

Etant donné l'interrelation des monnaies européennes, le mark sera protégé, par la solidarité européenne, des excès de sa «trop bonne» santé. Donc, il pourrait s'apprécier moins par rapport au dollar et constituer moins souvent la cible privilégiée de la spéculation.

Les devises faibles, par contre, seraient «contaminées» par la bonne santé du mark et donc portées à s'apprécier davantage qu'à présent en cas de chute du dollar.

En quelque sorte, les monnaies européennes partageraient entre elles la propulsion relative qui découle des excès de faiblesse de la monnaie U.S.

C'est ce que les experts appellent la «théorie des chaises»: il est plus difficile à une personne («l'oncle Sam») de pousser en avant une rangée de fauteuils liés entre eux par les accoudoirs que de pousser en avant une seule de ces chaises (le mark).

Voilà pourquoi la République fédérale d'Allemagne souhaite si ardemment le système monétaire européen et pourquoi les

autres Etats-membres ont tout intérêt à y adhérer.

D'autre part, il incite à l'action préventive avant d'arriver au point où l'intervention est obligatoire, grâce au déclenchement d'un signal d'alarme en cas de divergence d'une quelconque devise par rapport au nouveau terme de référence communautaire - l'E.C.U. - qui englobe toutes les monnaies des pays membres.

Enfin, et pour plus de sûreté, le S.M.E. prévoit expressément, en cas de déséquilibre prolongé, le recours à des changements de taux-pivots. Cela signifie qu'il autorise des dévaluations et des réévaluations concertées si elles sont absolument nécessaires et qu'il les rend moins douloureuses: fini le drame politique pour un pays agissant isolément quand il ne peut plus être question que d'«ajustement», de «réalignement collectif». [1]

Le propre du S.M.E. est ainsi de conduire et de contraindre les gouvernements des pays membres à la *consultation* et à la *coopération* monétaire et économique aussitôt que se manifestent des tensions. Son instauration, toutefois, ne constitue pas une fin en soi. C'est un commencement et un moyen pour hâter le long processus d'intégration des économies de la C.E.E. et, comme l'a dit Valéry Giscard d'Estaing à Copenhague: «réconcilier stabilité et croissance».

Apporter le S.M.E. est une façon de s'engager à rechercher, avec constance, une compatibilité interne entre les ambitions d'assainissement et de développement des pays membres.

C'est la reconnaissance implicite qu'il n'y a pas de solution au problème de l'emploi sans croissance et pas de solution à la croissance sans priorité à la lutte contre l'inflation, c'est-à-dire contre toutes les formes de gaspillage privé et de la prodigalité d'Etat et cela dans un même effort communautaire à court terme, marqué par «l'obsession du futur», et à long terme.

[1] Paul van Oye: «Approche historique et fonctionnelle du Système Monétaire Européen», éditions de l'Institut de Documentation et d'Etudes européennes, avenue W. Churchill 59/bte 19 - 1180 Bruxelles; 40 pages, 200 francs belges.

COUNCIL  
OF EUROPE



CONSEIL  
DE L'EUROPE

*(Résumé du rapport présenté à la mini-session de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Stockholm, 26-29 juin 1979)*

### **Systèmes électoraux des pays européens non membres (Doc. 4362),**

par M. Poul Nielsen, social-démocrate danois

**L**e rapport d'information est conçu non seulement comme une contribution au rapprochement entre l'Est et l'Ouest, où des termes tels que « démocratie », « élections » et « parlement » ont des sens très différents, mais aussi indirectement, à une définition de la démocratie, impliquant un choix effectif, comme on l'applique dans les pays membres du Conseil de l'Europe.

Le rapprochement rejette l'attitude, qui consiste à considérer les élections dans les pays où le Parti communiste est au pouvoir comme de grotesques parodies du modèle de démocratie libérale; il choisit au contraire d'examiner en détail les procédures de sélection des candidats, les caractéristiques des campagnes et l'organisation du scrutin, en se fondant sur les résultats de nombreuses recherches universitaires, menées récemment dans ce domaine. Cette démarche lui permet de faire la distinction entre « les élections de type plébiscitaire » (en Union soviétique, Tchécoslovaquie, Bulgarie et Albanie) et « les élections à choix limité » (en République démocratique allemande, Hongrie, Pologne, Roumanie et Yougoslavie). Même dans le cas d'élections de type plébiscitaire, où en moyenne 99,9% de l'électorat votent en faveur des candidats officiels, il distingue un certain nombre de fonctions allant au-delà de la simple approbation du régime, à savoir, la mobilisation, l'éducation politique et la « socialisation », l'intégration, la légitimation et enfin, et c'est le moins important, l'influence sur la politique.

Enfin, il examine l'incontestable tendance post-stalinienne à l'évolution vers un assouplissement et un choix limité. Cette évolution a donné naissance à une « nouvelle race » de parlementaires, ayant plus de points communs avec leurs homologues occidentaux, puisque, dans les deux cas, il s'agit de faire face aux problèmes d'une société de plus en plus complexe. On doute toutefois, surtout eu égard à ce qui est advenu du Printemps de Prague, que cette tendance historique puisse se poursuivre jusqu'à un point où un choix effectif se substituerait au choix limité, étant donné qu'une telle évolution est manifestement incompatible avec le rôle prépondérant permanent attribué au Parti.

### **Le recours à l'informatique pour les travaux parlementaires (Doc. 4312)**

par M. Lennart Pettersson, social-démocrate suédois

L'informatique, combinée avec la miniaturisation et les nouvelles techniques de

télécommunication, contribuera-t-elle à renforcer ou à affaiblir le rôle et le fonctionnement des institutions parlementaires? Les parlementaires et fonctionnaires qui ont assisté à la Table ronde sur le recours à l'informatique pour les travaux parlementaires (Strasbourg, 1978) ont considéré à l'unanimité que, la coopération se développant à tous les niveaux entre les pays européens, il importe que les législateurs puissent accéder rapidement aux législations des autres pays et être mieux informés sur l'évolution de ces législations. On pourrait atteindre ce but en installant, dans les Parlements, des terminaux d'ordinateur reliés à des banques de données et des systèmes nationaux et européens - tels que le réseau *Euronet/Diane* et les banques de données *Celex* (législation) et *Cronos* (statistiques) des Communautés européennes.

Dans le projet de résolution présenté par le Rapporteur, l'Assemblée parlementaire est invitée à poursuivre ses activités en faveur de l'installation d'équipements informatiques dans tous les Parlements des 21 pays membres du Conseil de l'Europe - ainsi qu'au Conseil de l'Europe lui-même. L'Assemblée apporte son soutien au nouveau *Centre européen de recherche et de documentation parlementaires* à Luxembourg. Le rapport de M. Pettersson comporte également un projet de recommandation, où l'on invite l'Assemblée à intervenir pour que les négociations sur le projet de convention du Conseil de l'Europe sur la protection des données soient rapidement menées à bien et pour que les principes définis dans ce projet de convention soient incorporés dans les législations nationales.

## La pollution atmosphérique transfrontalière (Doc. 4368),

par M. Odd Lien, travailleur norvégien

La pollution atmosphérique transfrontalière à longue distance, pollution de l'air émanant d'un pays et ayant des effets sur d'autres pays, apparaît depuis quelques années comme l'une des préoccupations majeures, particulièrement dans les pays scandinaves, dans la lutte pour la protection de l'environnement naturel et de la santé humaine.

Les principaux agents polluants, les modalités de transport de ceux-ci et les effets de la pollution atmosphérique sur la santé humaine, la végétation, les cours d'eau et la visibilité ont fait l'objet d'études au cours des dernières années.

Le programme de l'OCDE pour la mesure du transport de polluants atmosphériques à longue distance a permis d'établir un tableau de données précis, mais qui ne couvre que dix pays européens.

L'adoption en avril 1979 d'un projet de Convention par la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies a ouvert de nouvelles perspectives dans la lutte contre la pollution atmosphérique transfrontalière.

Le projet de recommandation invite les gouvernements des Etats membres du Conseil de l'Europe à signer et ratifier la Convention de la CEE/ONU, à développer des politiques de coopération dans le cadre de la Convention, à élargir les programmes nationaux de surveillance et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques et de fournir les moyens économiques adéquats pour améliorer les techniques de réduction de la pollution atmosphérique.

## Les disparus politiques chiliens (Doc. 4322),

par Mme Anita Gradin, social-démocrate suédoise

Le rapport concerne la responsabilité du gouvernement chilien dans la disparition, depuis septembre 1973, de plusieurs centaines de personnes après leur arrestation et leur détention par les forces de sécurité. Les violations des droits de l'homme continuent à se produire au Chili et les arrestations pour motifs politiques ou raisons de sécurité nationale se poursuivent.

Interview de notre directeur

## TROIS QUESTIONS A L'AMBASSADEUR M. TOMAS

*B.E. Bien que situé aux limites extrêmes de l'Europe occidentale et qu'opérant essentiellement au-delà de l'Atlantique, le Portugal a une histoire et une culture enracinées dans la civilisation européenne. Ceci étant dit, de quelle manière et dans quelle mesure tout ceci influera sur l'intégration de votre pays dans la Cee, compte tenu des difficultés surmontées et à surmonter pour que cette intégration devienne un facteur opérationnel?*

Il est incontestable que le Portugal a toujours été une partie intégrante de l'Europe et que son histoire et sa culture sont enracinées dans l'Europe. Et même quand il dut vivre, à la suite de conditionnements de différentes natures, son histoire de par les mers et sur des continents lointains, il le fit pleinement intégré dans le cadre de l'expansion européenne des époques respectives. Ce n'est que récemment, avec sa politique coloniale persistante, que le Portugal reste ancré à une ligne politique dépassée déjà par les autres pays européens. Une fois parachevée la décolonisation et après avoir obtenu, dans des circonstances difficiles, la mise en place des institutions sur lesquelles se base la démocratie pluraliste, le Portugal a présenté à Bruxelles, le 28 mars 1977, sa demande formelle d'adhésion à la Cee. Cette décision et ce choix ont été exprimés par l'intermédiaire des représentants du peuple portugais. Le projet d'intégration de notre pays dans l'Europe a été soutenu par 82% des députés de l'Assemblée de la République.

*B.E. Compte tenu du nouveau cours de la politique intérieure du Por-*

*tugal et de la lourde tâche de la décolonisation, quels sont, sur le plan politique, économique et social, les éléments sur lesquels concentrer, en termes d'équilibres communautaires, les efforts réciproques - de votre pays et de la Cee - pour un développement harmonieux de l'Europe? En particulier, est-ce que le Portugal a des raisons d'estimer pouvoir trouver un soutien de l'Espagne, de l'Italie et de la Grèce qui sont, tout comme le vôtre, des pays du Sud européen?*

Nous situons notre demande d'adhésion à la Cee dans une perspective du futur qui a des présuppositions politiques, sociales et économiques.

L'option européenne revêt, tout d'abord, une profonde signification politique, car il s'agit d'un engagement qui constitue la sauvegarde et la stimulation pour la consolidation de la démocratie. Il s'agit, en outre, de redonner au pays un objectif national, capable de mobiliser les ressources du peuple portugais.

Des motifs d'ordre économique viennent s'ajouter aux raisons politiques. Notre économie est intimement liée à l'Europe. C'est vers l'Europe que se dirigent la plupart de nos exportations; c'est d'elle que proviennent la plupart de nos achats à l'étranger et la très grande majorité des touristes qui visitent le Portugal. De même, presque tous les investissements étrangers et la contribution technologique la plus significative est d'origine européenne. D'autre part, le Portugal a derrière lui une expérience positive due à son appartenance à l'A.E.L.E. (Association Européenne de Libre-Echange) dès 1960; nous avons signé le traité de Stockholm. En 1972, nous avons

eur M. Sabino d'Acunto

## MAIRE DU PORTUGAL A ROME, ANDRESEN

signé, également, un accord préférentiel avec la Cee, accord amélioré en un deuxième temps. Nous aspirons, maintenant, à faire un saut de qualité et à passer de la condition actuelle de libre commerce à un stade plus avancé et profond d'intégration économique. Ceci nous permettrait de définir et de construire une politique économique dont l'objectif serait la reprise et l'essor économique dans le cadre de la Cee et avec, comme conséquence, l'accès aux instruments communautaires, particulièrement en ce qui concerne les politiques de structure et de transfert de ressources. Je dois rappeler, en outre, le fait qu'un million de Portugais environ travaillent en Europe communautaire, surtout en France et en Allemagne fédérale. C'est un chiffre considérable si l'on considère que la population du Portugal s'élève globalement à 9 millions et demi d'habitants. Il est donc possible d'affirmer que chaque famille portugaise a un parent proche qui vit dans l'Europe communautaire. Ne sera-t-il donc pas arrivé, désormais, le moment où ces Européens devront être considérés intégralement comme tels dans les pays où ils vivent et au progrès desquels ils ont contribué par leur travail?

D'ailleurs, pour la Communauté, également, l'élargissement se traduit par une garantie de stabilité socio-politique des aires méridionales de l'Europe, et sauvegardera l'expansion des démocraties pluralistes dans le monde. En outre, nous estimons que l'élargissement de Communauté représentera pour elle un élément de rééquilibre et favorisera le déplacement du centre actuel de gravité vers le Sud. Une plus vaste présence des pays du sud-méditerranéen dans l'Europe communautaire leur conseille et leur impose le soutien mutuel et l'entente réciproque. Nous sommes également convaincus que les nouveaux candidats ont la pos-

sibilité de jouer un rôle d'importance et d'intérêt commun, dans le cadre du développement des relations entre l'Europe et les autres continents, en particulier en ce qui concerne l'Afrique et l'Amérique latine.

**B.E.** *Il est indéniable que le changement de structures en politique interne et le processus de décolonisation ont provoqué dans votre pays des déséquilibres évidents qui se font sentir surtout dans le domaine économique. Ceci étant dit et compte tenu, également, des conditions - qui ne sont certes pas les plus désirables - dans le secteur agricole des pays de la Cee, comment pensez-vous que puissent être surmontées de façon positive, tant par le Portugal que par la Cee, les difficultés actuelles dans ce secteur et en combien de temps probablement?*

Nous traversons effectivement une situation difficile que nous ne nous cachons pas. Une situation difficile du point de vue conjoncturel - car nous avons de gros problèmes d'emploi, d'inflation, de déficit de la balance des paiements courants - comme du point de vue structurel en raison des faiblesses des secteurs agricole et industriel. Tant la décolonisation que le changement des vieilles structures existant auparavant dans notre pays ont provoqué des conditions de déséquilibre. Nous devons toutefois tenir compte du fait que la crise que traverse le Portugal est principalement due à la conjonction de deux facteurs: la crise économique mondiale et la faiblesse de nos structures productives. En effet, le déséquilibre de la balance des paiements, de 1974 à aujourd'hui, ne s'explique, en termes quan-

titatifs, que par la détérioration des termes d'échange. En vertu des problèmes d'ordre structurel, il ne nous a pas encore été possible de donner une réponse à ce problème pouvant compenser cette détérioration par l'augmentation du volume des exportations. Pour faire face au déficit accentué de la balance des paiements, le Portugal est en train d'appliquer un plan de stabilisation très rigoureux. Il s'agit d'un effort nécessaire qu'il faudra soutenir à court terme; son objectif est l'amélioration de la situation financière, afin d'obtenir par la suite une base de développement dynamique plus solide. Mais il est souhaitable et utile que cette période d'austérité soit la plus brève possible pour ne pas compromettre une reprise que seule l'expansion des investissements et de la demande globale peuvent garantir. Comme l'a déclaré notre ministre des Affaires étrangères à Bruxelles, à l'occasion de l'ouverture des négociations, l'adhésion du Portugal à la Communauté peut et doit contribuer à l'industrialisation et à la restructuration agricole du pays, évitant ainsi la cristallisation de sa condition actuelle dans le cadre de la division internationale du travail.

Le Portugal se trouve à un stade intermédiaire de développement, où il n'est pas toujours facile de localiser avec précision les avantages comparatifs dont il dispose. Toutefois, nous ne pouvons pas baser notre essor économique uniquement sur les activités industrielles et agricoles traditionnelles. Il est nécessaire d'orienter notre développement vers de nouveaux domaines et de nouvelles technologies, tant pour favoriser la création d'un secteur plus moderne d'exportations, que pour substituer quelques importations de produits alimentaires et de biens intermédiaires.

L'adhésion ne peut, en aucune façon, contraster ou empêcher, dans des secteurs déterminés, la progression naturelle de l'appareil productif vers des stades technologiquement plus avancés et vers une intégration verticale plus avantageuse.

Quant au secteur agricole, dont vous parlez plus spécifiquement dans votre question, je devrais rappeler que bien qu'occupant au Portugal 28% de la population active, il ne concourt que pour 14% dans la formation du PNB. La nature du sol, les facteurs climatiques et le régime hydraulique d'une grande partie du territoire portugais sont

peu propices à l'agriculture. La superficie agricole exploitée tourne autour de 55% du territoire national et il n'existe guère de perspectives d'une extension possible et significative. On enregistre, en même temps, de faibles revenus, déterminés par des carences d'ordre structurel. Dans ce contexte, l'entrée du Portugal dans la Cee ne comportera donc pas de gros problèmes pour la politique agricole communautaire. Il pourrait se poser le problème pour quelques produits tels que le vin et le concentré de tomates. Qu'il me suffise de rappeler, par exemple, que nos exportations de vin ne représentent que 1% de la production globale de la Communauté actuelle. Toujours à propos du vin, je dois faire remarquer que mon pays est extrêmement conditionné par les plantations de nouveaux vignobles. L'orientation est dans le sens d'élever la qualité et non la quantité. Même si, comme je l'ai dit, 28% de notre population active travaille dans l'agriculture, nous sommes un pays qui importe, pour se nourrir, près de la moitié de ses besoins. Notre effort dans le domaine agricole tend donc fondamentalement à accroître notre production pour la consommation interne, tout en cherchant, en même temps, à encourager, dans un cadre bien défini, le caractère de complémentarité de notre production et de notre commerce agricole avec la Communauté. Tout ceci sans perdre de vue notre principal objectif qui est d'élever les conditions de vie des populations rurales à un niveau semblable à celui des régions les plus avancées de notre pays.

Il est donc nécessaire de réaliser une importante réforme de structure; cela exigera, c'est certain, du temps et il faudra tenir compte de notre option européenne. Nous prêtons la plus grande attention et le maximum d'intérêt à la discussion en cours sur les déséquilibres existant dans la politique agricole communautaire et partageons la conviction qu'il est indispensable de réformer la structure de ladite politique, en particulier pour les régions du sud de l'Europe.

Nous espérons que le problème de l'élargissement contribuera à ce que cette réflexion sur la politique agricole de la Communauté aboutisse à des résultats positifs, car il est de notre intérêt évident, en tant que pays du sud de l'Europe, que l'on procède à la révision des mécanismes de cette

politique, en évitant que ne soient toujours pénalisées les productions méridionales. Nous pensons, pour les problèmes dérivant des différents degrés de développement également - que l'élargissement de la Communauté pourrait aggraver - qu'il est nécessai-

re, pour ne pas dire urgent, d'adopter de nouvelles mesures au niveau des structures et d'améliorer substantiellement les instruments financiers et techniques qui rendront possible cette action. □

---

## Agence spatiale européenne affaires scientifiques

### RECHERCHES EN EUROPE SUR LES PREVISIONS DES TREMBLEMENTS DE TERRE

Lors d'un séminaire organisé par l'Agence Spatiale Européenne et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, il a été préparé un programme européen de recherches sur les prévisions des tremblements de terre. Ce séminaire, qui s'est déroulé du 5 au 7 mars à Strasbourg, a réuni une quarantaine de spécialistes de dix pays européens.

Le programme proposé recueillera les données fournies par un système de stations terrestres et celles fournies par des systèmes spatiaux. Le programme devra entrer immédiatement dans une phase préparatoire et pourrait devenir opérationnel vers 1990. Les recherches se concentreront sur la région située sur la ceinture sismique qui s'étend du Moyen-Orient aux Açores, en passant par la Méditerranée orientale, l'Égée, les Balkans, les Apennins, l'arc sicilien-calabrais et la péninsule ibérique. L'évaluation sismo-tectonique de la zone permettra d'établir une nouvelle carte sismique de l'Europe.

#### Le Programme

Le système situé à terre aura recours, entre autres, à des projets nationaux et bilatéraux déjà en cours et prévoit une collecte de données géophysiques, géodésiques, astronomiques, géochimiques et au-

tres à l'aide de 150 stations principales dans la zone considérée.

Les *systèmes spatiaux* utiliseront, en particulier, les images fournies par les satellites et les mesures obtenues par Laser et autres instruments à bord des satellites.

Les données obtenues pourront être transmises à l'aide de systèmes spatiaux opérationnels (Argos) et de satellites appropriés (Météostat).

La collecte, l'analyse et l'interprétation des données seront traitées par un centre électronique. Il a été proposé de confier cette tâche au Centre sismologique euro-péo-méditerranéen (EMSC) créé à Strasbourg en 1976.

Il a été proposé, en outre, de confier, en un premier temps, la préparation du programme au Groupe de Travail «Géodynamique» de l'Assemblée parlementaire en accord avec l'Agence spatiale européenne, la Commission européenne de sismologie et le Centre sismologique Europe-Méditerranée. Le séminaire a souligné l'importance de regrouper les laboratoires intéressés en une association européenne pour la prévision des tremblements de terre.

Ce séminaire fait suite aux travaux qui se sont déroulés au cours des dernières années dans le cadre de l'Agence spatiale européenne et qui ont concerné la géodynamique et la télédétection.

# THE DANGERS TO EUROPEAN SECURITY IN SALT II

Air Vice Marshal S.W.B. Menaul, a former Chief of Staff of Bomber Command and member of the Governing Council of this Institute has written a very authoritative study explaining this Eurostrategic weakness: SALT II The Eurostrategic Imbalance, Institute for the Study of Conflict, 12/12A Golden Sq., London W1R 3AF.

When considering the existing conditions of SALT II, the author reminds us that:

*«It is not possible to detect how many MIRV warheads are installed in a particular missile, nor could it be guaranteed that the Backfire bomber would not be used against targets in the United States. The range of cruise missiles cannot be ascertained with certainty and the Soviet SS-20 missile which is currently targeted on Europe, could be converted to intercontinental range by the addition of a third stage to the booster. Backfire bombers not deployed by the Soviet Long-Range Air Force against the United States will be deployed against targets in Europe, further strengthening the missile and manned bomber strategic nuclear forces targeted on European hard and soft targets.*

*«Whatever agreements finally emerge from SALT II, with its associated protocols, it is important that the terms of the treaty should be carefully scrutinised by Europeans, who must insist that any future strategic arms limitation talks should involve greater European participation. Weapons systems which have not so far been included in SALT negotiations are presenting ever greater threats to European security and thus to the cohesion of the alliance. So far, SALT discussions have included only weapons systems that can reach the United States (or the Soviet Union) - a situation that Dean Rusk described as «a dam across half a river»...*

*«Heaving gained a measure of superiority over the United States in strategic nuclear capability, it was inevitable that the USSR should attempt to achieve a similar advantage in what has become known as Eurostrategic nuclear capability (as distinct from theatre nuclear forces), in which nuclear delivery systems based in the Soviet Union*

*pose a strategic nuclear threat to European hard and soft targets. This is precisely what Moscow has now achieved, while NATO watches with growing apprehension, but little sign that positive action will be taken to redress the imbalance: indeed, the ban on cruise missiles with a range exceeding 600 km and the inhibition on the transfer of cruise missile technology apparently agreed in SALT II places further obstacles in the way of doing so. Nor has any pressure been exerted on the Soviet Union in any discussion, official or unofficial, to reduce the strategic nuclear threat to Europe, which has steadily increased over the years.*

*«Meantime, attempts to achieve a balance in theatre conventional forces have been deadlocked in the ongoing Mutual Balanced Force Reduction (MBFR) negotiations in Vienna. Now that the United States and China have resumed diplomatic relations, the prospects for persuading the Soviet Union to reduce its nuclear and conventional threats to Europe are unlikely to be enhanced.*

## Political coercion

---

*«One of the most important aspects of the development of new strategic nuclear weapons targeted on Europe is the virtual obliteration of any dividing line between strategic and theatre (or tactical) nuclear forces so far as Europe is concerned, if indeed such a distinction ever existed. A disturbing character of some Soviet medium-range strategic weapons systems is that they could be used to deliver nuclear, conventional, chemical or biological warheads, thereby enhancing not only Soviet*

capability to wage war, but also their capacity to indulge in political coercion or blackmail...

«The situation has changed dramatically since the SALT I agreement of 1972. Not only has the United States fallen behind the Soviet Union in strategic nuclear capability, but even with a crash programme it is doubtful whether it could catch up within a decade. Meanwhile, the threat to the Minuteman silo-based force is as great as ever. The United States second strike capability has lost much of its credibility, while in Europe the strategic and theatre (or tactical) nuclear balance, which could influence the outcome of a confrontation, has shifted demonstrably in favour of the Soviet Union and its Warsaw Pact allies.

«In January 1978 the Soviets had about 700 I/MRBMs, 430 medium bombers and at least 20 submarine-launched ballistic missiles, all targeted on high priority European targets. The introduction by the USSR of the SS-20 mobile MIRVed ballistic missile and Backfire bomber has greatly increased their Eurostrategic capability since the SS-20 carries three MIRV warheads. It has been estimated that by 1985 there will be about 275 SS-20 missiles and 250 Backfire bombers deployed against European targets in addition to the 700 I/MRBMs, 430 medium bombers, 20 subma-

rine-launched missiles and other nuclear capable systems. This represents a massive nuclear capability in Eurostrategic delivery systems in addition to the theatre nuclear superiority already enjoyed by the Soviet Union and the Warsaw Pact - a threat to which NATO has not so far responded.

«At their October 1978 meeting the NATO Nuclear Planning Group noted the increasing nuclear capability of the Soviet Union, especially in the European theatre and endorsed proposals for strengthening and modernising the alliance's theatre nuclear forces. But nearly all NATO's theatre nuclear weapons systems are short-range, except for the United States F-111 aircraft and the nuclear ballistic missile-firing submarines allotted to SACEUR.

#### Imbalance against NATO grows

«There are no other delivery systems in NATO with performances comparable to the TU-16, TU-22 Soviet medium-range bombers, the SS-20 missiles, or the I/MRBMs. NATO could produce about 150 British and French IRBMs and SLBMs, 200 nuclear capable aircraft (including carrier-borne aircraft) and a few United States Polaris/Poseidon submarines assigned to SACEUR. Of these, the French force is



under national control and not available to SACEUR.

«None of these systems comes within the scope of current or projected SALT negotiations between the superpowers, and NATO has made no effort to adjust the imbalance in Eurostrategic nuclear delivery systems that exists today and will continue to grow during the next decade unless limitations are agreed with the Soviet Union...»

«Senator Henry Jackson warned the North Atlantic Assembly, meeting in Lisbon in November 1978, that the emergence of the SALT II treaty would severely limit NATO options to cope with the huge Soviet military build-up. «Arms control agreements that permit the Soviet Union to continue their military build-up while constraining the United States and its allies from taking compensatory action», the Senator said, «will only deepen the instability and insecurity that these negotiations are intended to moderate». But bearing in mind that nearly all the nuclear capability available for Western deterrence and defence is provided by the United States, what compensatory action could Europe take to reduce the present asymmetry?»

After considering the future development of the British, and larger French, strategic nuclear forces which are completely separated and relatively small, the author stresses that:

«The imbalance in Eurostrategic nuclear capability between NATO and the Warsaw Pact (or more precisely the Soviet Union) has increased and will continue to increase as the Soviets deploy more SS-20 missiles and Backfire bombers. United States nuclear capability in Europe has been virtually frozen, while France and Britain make only a modest contribution to the overall forces available. Europeans may complain that the United States has been over-generous in concessions made to the Soviet Union, but much of the responsibility for this unsatisfactory state of affairs rests firmly with the Europeans themselves. They have taken no action to condemn, much less offset, the Soviet build-up.

Missile flight time is 5 minutes

---

«The continued build-up in Soviet Eurostrategic nuclear capability, coupled with

their greatly superior theatre nuclear, conventional and chemical forces in the European theatre, has created a situation long dreamed of by the Warsaw Pact, in which they can seriously contemplate the prospect of subjugating Western Europe with theatre nuclear, conventional and chemical weapons (or conventional and chemical weapons alone) without the risk of escalation to a strategic nuclear exchange between the Soviet Union and the United States or even a Eurostrategic exchange between Europe and the Soviet Union.

«Even now every European city, airfield, port, assembly area, military headquarters, communications centre, rail and road transport system is targeted by Soviet nuclear missiles or manned aircraft. Missile time of flight is about five minutes from Soviet bases.

«The Soviet leaders do not regard existing NATO Eurostrategic nuclear forces as a serious threat to important targets in the Soviet Union. If a SALT II treaty is permitted to impose limitations on the range of cruise missiles and on the transfer of technology to America's allies, the United States and European members of NATO will find it much more difficult to redress the present imbalance in Eurostrategic nuclear systems.

European strategic nuclear force  
build-up needed

---

«Cruise missiles may be launched from ground bases, surface ships, submarines or manned aircraft; they may be short, medium or long-range and armed with conventional or nuclear warheads. They could be deployed in strategic nuclear, theatre nuclear, Eurostrategic nuclear or conventional roles. Range limitations imposed on cruise missiles to comply with the requirements of SALT II should not be accepted by Europeans, since such limitations would prevent NATO members, other than the United States, from developing the new and potentially highly effective weapons systems for deployment in roles other than close support or short-range interdiction, i.e. to pose a threat to such military targets in the Soviet Union as headquarters, communications, airfields and concentration areas...»

«Restrictions on submarine launched cruise missiles (SLCM) could prevent Britain from developing SLCMs as replacement systems for the Polaris A3 missiles if it otherwise wished to do so. France, on the other hand, would not be affected, since it appears to favour development of a mobile missiles system as part of the strategic nuclear forces during the next decade. Cruise missiles deployed in Europe in addition to existing systems and the introduction of long-range Pershing IIs and new IRBMs could, within an acceptable time scale, redress the balance in Eurostrategic nuclear delivery systems. They could also strengthen NATO's nuclear and conventional defensive posture, thereby enhancing the deterrent triad.

«European nations have the technology to produce cruise missiles from their own resources, and studies are already being undertaken in Britain and France, but de-

velopment would be speeded up with American assistance, which would in any case be required, at least in the initial stages, in preparing stored data for the terrain contour matching guidance system (TERCOM). Thus, any limitation on the transfer of the relevant technology imposed by a SALT II agreement would place these European powers at a serious disadvantage.

The author concludes:

«The NATO alliance must now accept the reality of the world situation and give urgent and serious consideration to building up its Eurostrategic nuclear forces. Europeans must also demand a more effective voice in any future nuclear arms control negotiations between the United States and the Soviet Union, the results of which could have a profound effect on the cohesion of the NATO alliance and on the future security of Western Europe».

---

---

## LONDRES-PALERME PAR AUTOROUTE

**M** Joël Le Theule, ministre des Transports, inaugure le 22 juin la section de l'autoroute A-8 la Provençale d'une longueur d'environ 6 kilomètres, entre la Turbie et Roquebrune-Cap-Martin (Alpes-Maritimes), qui constitue le dernier maillon de la liaison autoroutière France-Italie et marque l'achèvement de l'axe européen E-1, Londres-Palermo.

Il n'aura pas fallu moins de vingt-trois ans pour construire l'autoroute A-8 (224 kilomètres), qui relie la vallée du Rhône au réseau autoroutier italien.

Pour améliorer les communications militaires de l'Empire, Napoléon fit construire en sept ans, de 1805 à 1812, la route impériale n° 7 de Paris à Nice et Gênes, la fameuse «nationale 7». Les constructeurs modernes auront

mis, eux, trois fois plus de temps pour réaliser la continuité autoroutière entre la France et l'Italie, et desservir la Provence et la Côte-d'Azur, puisque le décret approuvant la concession de l'autoroute Estérel-Côte d'Azur - la première du genre en France - a été signé le 17 janvier 1956.

Il n'y a donc plus désormais de hiatus dans la continuité autoroutière entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud. La mise en service du dernier maillon de la liaison France-Italie marque l'achèvement de l'axe européen Escota-1 Londres - Palermo. C'est aussi la concrétisation de la liaison directe entre La Haye et Reggio-de-Calabre.

(«Le Monde» du 21 juin 1979)

---

---

# L'EUROPE DE MAZZINI

---

---

Faibles individuellement, mais forts d'une foi et d'une pensée, nous voyageons au milieu de précipices et de ruines, vers les terres inconnues de l'Humanité.

Mazzini, 1833

(*Dell'Ungheria*, in Mazzini, S.E.I., vol. III, 118 pages - Imola, 1907)

---

de Pr STEFAN DELUREANU

---

**L**ès les premières pages de cet ouvrage, l'Europe se précise dans l'esprit de Mazzini comme un être collectif caractérisé par des concepts, des nécessités et des désirs ardents unanimes, âme unique mûrie à travers un destin analogue et tendant vers un même but. Il reconnaît dans chaque être vivant doté de nobles penchants, un concitoyen retrouvant dans l'esprit d'une fraternité européenne la voie où se défoule sans contraste l'esprit d'association; ayant saisi, bien que ce soit dans la diversité des orientations politiques, le sentiment de l'union jailli de la communauté de l'héritage culturel des nations du continent, il a réservé aux jeunes le ministère le plus élevé: celui de diffuser partout ce sentiment en rassemblant en une communion fraternelle ceux qui aspirent à un même but.

Prémisse du système commun, fut la Jeune-Europe, le premier noyau de cette vaste association fondatrice de l'avenir. Cet avenir ne pouvait être construit - lisait-on dans l'Acte de fraternité de 1834 - que sur l'empire de la liberté et de la justice, de l'égalité des droits et des devoirs. Ce bourgeois si fragile - symbole de la nouvelle religion humanitaire révélée par un esprit italien - devait être un collège d'intellectuels ouvert au tribut de chaque lumière européenne consacrée à l'accomplissement de la mission indiquée chez tous les peuples par l'époque admirable qui le désirait parmi les initiateurs.

Sur le sillage de cet ardent désir des plus nobles d'une Europe des peuples, l'Apôtre ennoblissait, dès 1846, toutes ses fa-

cultés pour organiser un Centre d'Action Européenne agissant publiquement et «composé d'hommes connus et influents de chaque nation», une Association fondée «sur l'unité, sur l'identité de la cause du progrès en Europe». Ce centre était conçu comme une sorte de Congrès politique promoteur «du droit de chaque peuple à s'autogouverner et à conserver sa propre nationalité», et «de la bonne intelligence de tous les pays».

Les temps se révélèrent immatures pour procéder à la création du nouveau ciel et de la nouvelle terre. Celui qui regardait l'Europe avec ce sens de grave responsabilité qui caractérisait le Génois, considérait sa propre personne et sa génération uniquement comme des précurseurs. Il lui semblait pratiquement inutile, en 1849, d'écrire pour ses contemporains, tandis qu'écrire pour le futur était pour lui - et son jugement était également celui de Bălcescu - le Mazzini roumain - comme une chose sacrée. Sur le plan opérationnel, il reprenait toutefois, cette année-là justement, l'idée de la People's International League, née à Londres, en y fondant ce Comité Démocratique Européen qui - malgré la stature inférieure à leur mission de quelques-uns de ses membres, de par la réunion en un même organisme d'Italiens, d'Allemands, de Polonais, de Roumains et de Hongrois, ouvert à d'ultérieures adhésions, - resta la première association internationale européenne portant l'avenir dans son sein.

L'initiative du mouvement européen était placée dans l'alliance des peuples, et non pas dans la suggestion d'un centre

unique quelconque. La transformation continentale était souhaitée par Mazzini à la suite d'actions d'éléments internes et à leur bénéfice: il n'était permis à aucune puissance d'usurper ce qui appartenait aux véritables maîtres d'une terre sanctifiée par leur travail millénaire.

Exclusivisme et intolérance étaient rejetés; pour les points controversés, les vues devaient être soumises au débat. Jamais la remise en ordre de l'Europe n'aurait pu être l'oeuvre de mystérieux partageurs du monde: celui qui entend faire du bien ne se recueille pas en secret, ni n'enveloppe le but dans les ténèbres. Refaire l'Europe signifie partir de principes, et non d'intérêts: les intérêts, divers de par leur nature, peuvent conduire à des contradictions fatales. Le moyen le meilleur pour empêcher que la régénération reste dans le cercle restreint de la politique, est l'organisation internationale de la démocratie: ce n'est qu'à travers une grande Ligue que «les droits des peuples et des classes ouvrières» seront protégés pour toujours.

La contribution de Mazzini à l'organisation du Parti d'Action Européenne fut exceptionnelle, au cours de l'année 1858, par ses appels, ses articles programmatiques et ses lettres. Le devoir de renforcer ce parti semblait être imposé par toute l'opinion continentale, le mouvement de revivification était universel, de l'Atlantique aux échelles du Levant.

*Abolir les démembrements, les conquêtes*

*aux dépens de l'indépendance d'autrui, les liguees «impossibles ou immorales», délivrer l'Europe, être prêts pour l'initiative européenne, se sentir liés par la conscience profonde que «la clé des destins de l'Europe est dans les mains des peuples européens», considérer le dessein européen comme la seule voie de salut et le seul gage d'avenir - c'est ce que demanda avec ardeur Mazzini à ses contemporains et aux générations futures.*

*Rome et Vienne, Pest et Milan, Venise et Bucarest... étaient pour lui des «villes d'une Patrie des martyrs et des croyants en un avenir commun», anneaux d'une vaste chaîne «qui s'étend partout où vit et palpite le sentiment du droit et la foi dans la Justice éternelle». Tous les peuples sont frères dans la foi: il faut donc les unir en une confrérie d'hommes libres, si possible en des confédérations, des barrières à l'usurpation des abus de pouvoir. Les gens émancipés de toute suprématie seront unis par une sympathie fraternelle, un lien moral, une entente plus facile et cordiale. Toutes les nations participeront à la conquête du but commun: le sang de tous les morts le réclame.*

*Dans ce dessein généreux tendant à créer en Europe une organisation pacifique et permanente de peuples fédérés et jeunes, ce n'est qu'à l'influence morale qu'il reste permis de donner plus de noblesse à l'action d'une nation.*

Pr S.D.

Très émus,  
tous les rédacteurs et collaborateurs du Bulletin européen  
participent à la douleur de leur ami et collègue  
Roberto Cestelli pour la mort soudaine de son épouse  
Francesca survenue à Palerme le 21 juin 1979

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

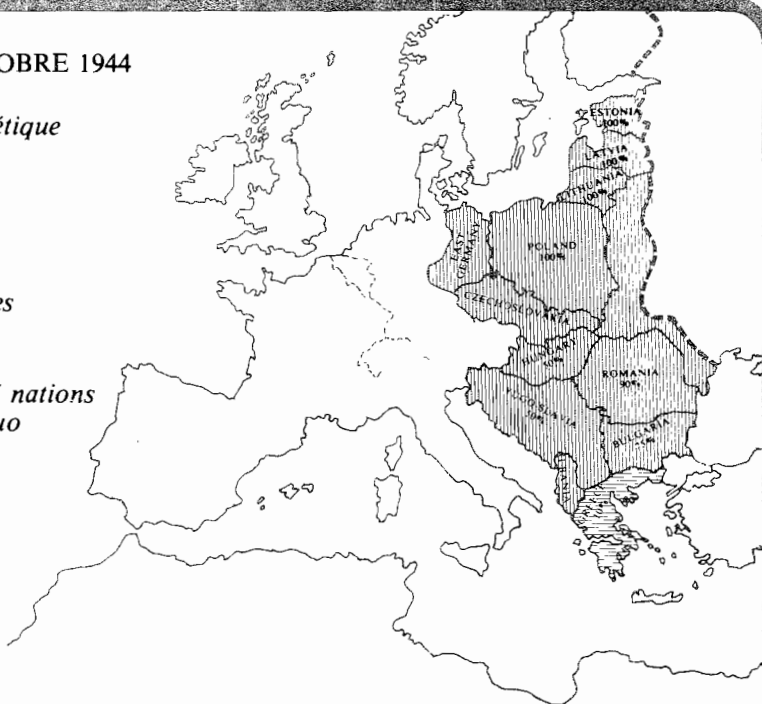
Churchill  
cède à l'Union soviétique  
l'Europe de l'Est

YALTA - 1945

Confirmation du  
partage de l'Europe  
en zones d'influences

HELSINKI - 1975

La conférence de 35 nations  
reconnait le statu quo  
créé à Yalta



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

*Bulletin Européen*

## sommaire

<i>O. Giscard d'Estaing</i> : Déclin... ou renaissance de l'Europe	1
<i>Paul van Oye</i> : Implications politiques du système monétaire européen	6
Documents du Conseil de l'Europe	8
Special B.E.	
<i>Sabinò d'Acunto</i> : Dans les jours des premières élections européennes (interview avec M. l'Ambassadeur du Portugal à Rome)	10
The dangers to european security in SALT II	14
<i>Stefan Delureanu</i> : L'Europe de Mazzini	18

*Bulletin Européen*

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)

Editrice Nagard Srl - Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione: Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06) 679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n.16966 del 15.10.1977 (già n.1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa BG» Milano, Via Larga 11